



## Six propositions pour un nouveau Six-Pack

Par Marc Wagener et Muriel Bouchet

A l'heure où l'Europe menace de s'échapper, plutôt que de céder à la résignation ou à l'« Europe bashing », fort présents et auto-entretenus actuellement, bien que des progrès décisifs aient été accomplis depuis la crise en matière de gouvernance, nous avons tâché de formuler des remèdes constructifs, complémentaires à ceux qui figurent dans le « Rapport des 5 Présidents ». Ces six propositions pour un « nouveau Six-Pack » constituent un tout insécable et visent à « lancer le débat ». Les voici :

1. D'abord, pourquoi pas une **politique budgétaire plus prévisible**, (nettement) moins compliquée, réellement appropriable par l'opinion publique et plus flexible<sup>1</sup> avec pour contrepartie par exemple une nouvelle « Ressource propre » de l'UE calculée sur la base des déficits et destinée à financer des investissements publics au niveau européen (« super » Plan Juncker) ? Une telle « taxe sur les déficits », le cas échéant à taux progressif sur la partie excédant les fameux 3% du PIB, constituerait une modalité d'encadrement des finances plus souple et nullement pro-cyclique. En cas de crise généralisée, donc de déficits élevés dans l'ensemble de l'Union, le produit de la taxe serait certes en progression, ce qui accentuerait *a priori* les difficultés conjoncturelles nationales, mais il n'en serait rien dans les faits car cette nouvelle ressource propre alimenterait aussitôt des investissements (préalablement sélectionnés) au niveau européen. Les investissements publics présentant au demeurant, traditionnellement, un multiplicateur budgétaire plus élevé que les dépenses courantes.
2. Deuxièmement, un saut quantique en matière de **représentation démocratique**. L'échelon européen est souvent diabolisé au moyen de la sentence sans appel : « déficit démocratique ». Indépendamment du fait de savoir si (une partie de) ce soi-disant déficit n'est pas virtuel, simplement pour nourrir tel ou tel discours anti-européen, ne pourrait-on pas éradiquer une fois pour toute cette plaie, en donnant aux institutions européennes une longueur d'avance en la matière ? Les idées ne manquent pas : élections du Parlement européen (dont les pouvoirs seraient progressivement élargis) sur la base de programmes et de partis transcontinentaux, un renforcement de la dimension communautaire pour les grands défis et bouleversements socio-économiques, au détriment de l'approche intergouvernementale. Voire même une assemblée (ou une partie du Parlement européen) composée d'un panel représentatif de citoyens<sup>2</sup>. Enfin,

<sup>1</sup> Voir à ce sujet notre blog: [http://www.fondation-idea.lu/wp-content/uploads/2015/03/3\\_Pacte-de-stabilité-sortir-du-piège-de-la-complexité.pdf](http://www.fondation-idea.lu/wp-content/uploads/2015/03/3_Pacte-de-stabilité-sortir-du-piège-de-la-complexité.pdf) et notre Idée du mois: [http://www.fondation-idea.lu/wp-content/uploads/2015/02/IDEA\\_IDM6\\_zone\\_euro1.pdf](http://www.fondation-idea.lu/wp-content/uploads/2015/02/IDEA_IDM6_zone_euro1.pdf).

<sup>2</sup> Voir à ce propos Buchstein et Hein: [http://hubertus-buchstein.de/SW\\_buchstein-hein2009-zufall%20mit%20absicht.pdf](http://hubertus-buchstein.de/SW_buchstein-hein2009-zufall%20mit%20absicht.pdf).

des groupes de travail impliquant experts et citoyens pourraient être mis en place sur des thèmes européens transversaux, mobilisation de la sorte l'intelligence collective.

3. Troisièmement, un encouragement au **brassage des populations**, à l' « **Europe au quotidien** ». La zone euro se caractérise en réalité par un brassage très faible. Si plus de 30% des résidents américains sont nés dans un autre état que celui où ils habitent, la proportion correspondante est de 1,5% seulement au sein de la zone euro. Cette situation a pour effet une cohésion toujours insuffisante de la zone et un ajustement plus pénible aux chocs économiques asymétriques. Pourraient remédier à cela un meilleur apprentissage des langues dès le plus jeune âge, un plus grand accès des non nationaux au marché du travail (y compris la fonction publique), une portabilité accrue des droits à la sécurité sociale, un vrai passeport européen permettant d'asseoir la citoyenneté européenne sur un nouveau piédestal, une homogénéisation du marché du logement (important aussi pour la diffusion des impulsions de politique monétaire) ou plus de possibilités de formations dans d'autres pays de la zone en faveur d'employés ou encore d'apprentis.
4. Quatrièmement, **la formation des salaires**: c'est un domaine très délicat. Une intervention directe d'instances européennes dans ce domaine serait fort mal considérée par les opinions publiques et les partenaires sociaux. Mais les Gouvernements nationaux pourraient mettre en place des instruments assurant une moindre déviation des salaires nationaux par rapport à la productivité. Le tout aboutissant à une plus grande convergence de fait des politiques de revenus, à rebours également de tout biais « *déflationniste* ».
5. Cinquièmement, les **mécanismes de solidarité** entre pays: des transferts trop explicites risqueraient de stigmatiser les pays en détresse et de braquer les pays contributeurs. Pourquoi ne pas plutôt communautariser certains risques existants, par exemple en mettant en place une allocation de chômage de base européenne (c'est-à-dire intégrée au budget européen) se substituant à une partie des indemnités nationales existantes ? Une telle refonte nécessiterait certes une homogénéisation de la définition des chômeurs indemnisés et des mécanismes de paiement des allocations – pas une mince affaire.... D'autres stabilisateurs automatiques pourraient cependant être envisagés à l'échelle européenne, par exemple des transferts européens alloués en faveur de décrochages cycliques (constatés sur base de statistiques « *peu falsifiables* ») dans les Etats membres, ou des transferts alimentant directement les fonds nationaux d'indemnisation du sous-emploi sur la base du taux de chômage harmonisé publié par Eurostat.
6. Sixièmement, pourquoi pas, dans une perspective plus structurelle, **européaniser un peu plus les finances publiques ?** Le budget européen se limite à environ 1% du PIB de l'Union actuellement... On pourrait dès lors envisager d'accroître la proportion des recettes totales dévolues à l'Union, en échange bien entendu de budgets nationaux réduits à due concurrence. Les soldes budgétaires seraient forcément moins disparates dans un tel cadre et le budget européen renforcé permettrait d'assurer une réponse intégrée aux chocs.

Une réforme globale de ce type ne serait certainement pas facile à mettre en œuvre... d'où la nécessité de se mettre à la tâche sans tarder. Forts d'une conviction pouvant se décliner sous la forme d'une équation toute simple : repli national = « *no future* »...